

Question écrite E-0473/01 de Lucio Manisco, membre du PE, au Conseil (23 février 2001)

Légende: Exemple de question adressée par un membre du Parlement européen à l'intention du Conseil dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

Source: Journal officiel des Communautés européennes (JOCE). 04.12.2001, n° C 340 E. [s.l.]. "Question écrite E-0473/01 posée par Lucio Manisco (GUE/NGL) au Conseil (23 février 2001)", p. 33.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/question_ecrite_e_0473_01_de_lucio_manisco_membre_du_pe_au_conseil_23_fevrier_2001-fr-0ae405da-6918-4836-8a27-2ec3fa759144.html

Date de dernière mise à jour: 26/03/2014

Question écrite E-0473/01 posée par Lucio Manisco, membre du Parlement européen (GUE/NGL), au Conseil, le 23 février 2001

(23 février 2001)

Objet: Défense antimissile des États-Unis et équilibres stratégiques mondiaux

Selon les informations parues dans la presse internationale, les déclarations prononcées par Donald Rumsfeld, secrétaire d'État américain à la défense lors de la conférence «Wehrkunde» de Munich des 2, 3 et 4 février 2000, ont marqué un changement dramatique dans les rapports entre l'administration Bush et l'Union européenne en imposant à cette dernière des décisions déjà prises, véritables faits accomplis, en matière de défense antimissile (National Missile Defence) et d'abrogation de facto du traité ABM de 1972.

Assumant les «obligations morales et constitutionnelles» du président George W. Bush dans la défense de son peuple, le secrétaire d'État Rumsfeld a réduit à néant l'intention cependant proclamée de consulter les alliés européens sur un système de défense futuriste injustifié fondé sur une technologie avancée qui menace de déstabiliser les équilibres géopolitiques précaires actuels en raison d'une nouvelle militarisation de l'espace et de la perspective, au cours des prochaines décennies, d'une hégémonie stratégique complète des États-Unis sur l'ensemble de la planète.

D'autres déclarations extrêmement critiques de Donald Rumsfeld et d'autres représentants de la délégation des États-Unis sur l'identité européenne de sécurité et de défense (IESD) et sur les réserves émises par l'UE à propos du rôle de la Turquie et d'un nouvel élargissement de l'OTAN laissent supposer un rejet inacceptable des directives énoncées par le Conseil, la Commission et approuvées par le Parlement européen.

1. Le Conseil n'estime-t-il devoir examiner de toute urgence ce dramatique changement dans les relations transatlantiques afin de coordonner une position commune européenne face aux diktats américains prononcés au cours de la conférence «Wehrkunde» de Munich?

2. M. Javier Solana, haut-représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, n'estime-t-il pas devoir rendre compte immédiatement au Parlement européen des échanges officiels et informels qui ont eu lieu à Munich et des réactions diplomatiques et politiques que pourrait avoir l'Union?

Réponse

(10 juillet 2001)

1. Le Conseil n'est pas d'accord pour dire qu'il y a eu un changement dramatique dans les relations transatlantiques. Il y a des contacts fréquents – pour ne pas dire continus – entre l'Union européenne et les États-Unis sur les vues de la nouvelle administration en ce qui concerne la Politique européenne en matière de sécurité et de défense (PESD) ainsi que d'autres questions. Le Conseil ne doute pas que ce processus continu de diplomatie et d'échange permettra d'aplanir d'éventuelles divergences. Il se félicite des assurances données publiquement et, tout récemment, au cours d'entretiens privés, par le Secrétaire d'État, M. Powell, lors de la visite de la troïka à Washington. À cette occasion, il s'est déclaré satisfait de la PESD, qui entraînera selon lui une augmentation des moyens dont dispose l'Europe. L'UE se félicite également des assurances données par le gouvernement américain, selon lesquelles il procédera à des consultations approfondies avec ses alliés européens au sujet des projets américains visant à la mise en place d'un système de défense antimissile.

2. Le Haut représentant, M. Javier Solana, s'adresse régulièrement au Parlement européen au sujet de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), comme il l'a encore fait récemment, le 31 janvier 2001, et il a l'intention de continuer à informer le Parlement européen sur l'évolution de ladite politique, mais on ne saurait s'attendre à ce qu'il fasse immédiatement rapport au Parlement européen sur ses nombreuses consultations informelles.